

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/83

11 décembre 1996

(96-5255)

CONFERENCE MINISTERIELLE
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: anglais

TRINITE-ET-TOBAGO

Déclaration de S.E. M. Mervyn Assam
Ministre du commerce et de l'industrie

Je tiens tout d'abord à remercier le gouvernement de Singapour pour sa chaleureuse hospitalité et l'excellente organisation de cette importante Conférence. La première Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce est en effet importante car elle marque le deuxième anniversaire de notre adhésion à ce système commercial multilatéral fondé sur des règles et elle nous donne l'occasion de procéder à une évaluation et de voir s'il est possible d'améliorer le système dans le cadre des engagements que nous avons pris il y a près de deux ans.

C'est dans cet esprit que Trinité-et-Tobago participe à la Conférence. Mon gouvernement a adhéré au système en ouvrant son économie aux forces de la concurrence, convaincu que le pays en serait récompensé par une croissance économique soutenue grâce à un meilleur accès au marché mondial. Pour nous, le système commercial multilatéral n'est pas une institution obsolète cherchant à s'adapter à un monde moderne en pleine évolution, mais une création dynamique, qui doit être constamment alimentée pour demeurer pertinente et viable.

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les nombreuses déclarations faites par mes collègues et j'ai constaté qu'ils disaient essentiellement deux choses: premièrement, que l'OMC est importante et qu'elle a accompli beaucoup de choses en deux ans et deuxièmement, que, pour les uns, le processus de libéralisation devrait être plus profond, plus rapide et plus ambitieux et que, pour les autres, ce processus est

lorsqu'ils ne respectent pas les engagements pris à Marrakech il y a seulement deux ans.

Les pays qui sont en mesure de saisir ces possibilités souhaitent bien entendu accélérer le processus de libéralisation tandis que les autres, qui ont dû prendre de sévères mesures d'ajustement structurel, au prix de graves difficultés sociales, simplement pour exploiter les possibilités actuellement offertes, préfèrent une libéralisation plus lente.

Trinité-et-Tobago se trouve quelque part à mi-chemin entre ces deux points de vue. Ainsi, pour ce qui est du détail des travaux qu'il nous reste à accomplir, mon pays peut s'associer à tout consensus raisonnable auquel on parviendra sur ces questions difficiles. Le point sur lequel nous ne pouvons transiger est celui du consensus lui-même. Il ne peut y avoir d'accord si tous les participants à cette expérience ne sont pas sûrs de pouvoir progresser plus rapidement; en effet, il me semble clair que si certains d'entre nous souhaitent ralentir l'allure - ou calmer le jeu, en fonction du point de vue où l'on se place - ce n'est pas parce qu'ils ne croient pas aux vertus magiques du marché mondial, ni parce qu'ils cherchent à priver les autres de possibilités accrues. Ils veulent ralentir le pas

essentiellement par crainte de rompre l'équilibre délicat auquel on était parvenu à Marrakech après de nombreuses années de négociations, équilibre obtenu grâce à des compensations réciproques portant sur tout l'ensemble des secteurs visés dans les quelque 27 000 pages d'accords, bientôt vieux de deux ans.

Aujourd'hui, la situation est différente. Les secteurs promis à une libéralisation plus approfondie et plus rapide n'offrent pas un "équilibre" de possibilités dans tous les secteurs pour l'ensemble des pays Membres de l'OMC. Il existe même un net déséquilibre provenant d'un certain nombre de facteurs, dont le moindre n'est pas le fait que les pays Membres en sont à des stades différents de développement.

Les technologies de l'information, certes cruciales, ont bénéficié de beaucoup d'attention et feront certainement l'objet d'un accord plurilatéral conclu ici à Singapour. C'est une bonne chose, mais s'il est effectivement très important d'installer un téléphone dans chaque village, nombre des pays représentés ici aujourd'hui ont des responsabilités plus vitales envers leurs villages. Nous devons construire des écoles, des routes, des dispensaires, quelquefois lancer une coopérative et fournir une machine à coudre, ou encore afficher une notice indiquant comment utiliser les pesticides afin que nos produits exportables ne se voient pas refuser

